

Entre dialogue et fuite en avant

Les initiatives pour l'organisation de colloques en vue de composer des plateformes traduisant la revendication du soulèvement populaire pacifique se multiplient.

Ces efforts visent à relayer, soutenir, expliciter et affiner la demande de nouvel ordre politique que la société exprime depuis onze mois. Réunissant des partis, des associations, des corporations et des individualités généralement en accord avec les objectifs de la révolution citoyenne, certains parmi ces collectifs ont préexisté au "panel" mis en place par le pouvoir pour liquider son opération électorale.

Cette conjonction de démarches, louables à bien des égards, pêche, cependant, par excès d'optimisme quant à la disponibilité du régime pour discuter des réelles demandes populaires, comprenant sa fin. Le préjugé qui fonde cette naïveté, réelle ou feinte, est que le blocage viendrait du mouvement populaire, celui-ci se trouvant dans l'incapacité, structurelle ou conjoncturelle, de s'organiser pour délibérer et établir sa propre plateforme et pour dégager sa représentation au "dialogue" ou "négociation" éventuels.

Cette fièvre "structuraliste" et "dialoguiste" a été suscitée par une véritable offensive psychologique tendant à forcer le mouvement populaire à enterrer son histoire et à faire comme s'il était né après "l'élection" du président Tebboune. C'est toujours par la contrainte à l'oubli qu'on commence à défaire les consciences !

Ce qui est donc proposé aux Algériens qui manifestent pour une rupture démocratique, c'est de, primo, prendre acte du fait accompli électoral et, secundo, se présenter en demandeur de dialogue face au régime. Même en convenant que le mouvement de revendication a débuté le 12 décembre, et que cette élection ne fut pas ce qu'elle est — une fin de non-recevoir au mouvement citoyen —, on remarquera que Tebboune, si tant est qu'il résume le pouvoir, n'a pas attendu de "dialoguer" pour enclencher, dès son installation, la mise en route de sa propre feuille de route. En plus de s'occuper de la gestion des affaires de l'État, il a initié un projet de révision constitutionnelle et ouvert un cycle d'entrevues avec des hommes politiques et des médias, sans en révéler la finalité.

Parallèlement, loin de faire évoluer dans le sens d'un "apaisement", le rapport entre pouvoir et mouvement de revendication, il en a aggravé, ou laissé s'aggraver, les aspects les plus malveillants : répression, arrestations, incarcérations, censure...

Il faudrait peut-être se rappeler que dès que l'exigence de transition et de processus constitutionnel s'était précisée, avec l'annonce de la présidentielle avortée du 4 juillet, le régime a, d'entrée, ignoré les initiatives de dialogue émises par différentes dynamiques politiques et sociales, pour s'en tenir à la sienne propre de "commission de dialogue" à laquelle il a commandé "ses" propres recommandations.

Depuis, de la part du régime, ce n'est que verrouillage et répression, par-ci, et fuite en avant restauratrice, par-là. Si le mouvement survit à cela, il le doit à ses deux attributs stratégiques : le caractère pacifique de son expression, la résolution de l'engagement citoyen qui le porte et l'essence collective de sa raison.

Le régime a peut-être besoin de plus de temps pour vérifier l'irréfrénable volonté du peuple à se libérer.

M. H.
musthammouche@yahoo.fr